

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Manosque, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

45 chemin de la Meteline
04200 Sisteron

Références : DEP-MAN-2025-00035
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte-tenu de l'usage important et très émissif des PFAS dans les mousses anti-incendie, une action nationale est menée en 2025 afin d'améliorer la connaissance de l'utilisation de ces mousses et contrôler l'application des restrictions d'utilisation de certains PFAS dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (POP) et du règlement 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). Cette action vise également à anticiper les restrictions d'utilisation à venir à partir de 2025 en application de ces mêmes règlements, dans un objectif pédagogique et de sensibilisation.

Cette action consiste tout d'abord à identifier les PFAS utilisés dans les mousses présents sur les sites contrôlés, puis à vérifier le respect des dispositions en vigueur, et enfin à préparer l'application des restrictions d'utilisation qui ont été décidées mais ne sont pas encore entrées en vigueur, en rappelant les échéances réglementaires et en préparant la substitution et l'élimination des mousses.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de cinq principes actifs, et impliqué dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies orphelines et aux pathologies émergentes.

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des quantités de principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour conditionnement et distribution.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Constat général et bilan synthétique des fiches de constats

Compte tenu du caractère très spécifiques des constats liés à l'action nationale, l'Inspection dresse dans un premier temps dans le présent paragraphe un constat général global permettant d'appréhender au mieux la situation de conformité, et la bonne prise en compte de la thématique par l'exploitant. Certains points particuliers, liés aux différentes échéances réglementaires notamment sont ensuite repris de manière spécifique.

L'exploitant SANOFI a fourni son état des stocks détaillé d'émulseurs présents sur le site de Sisteron. Cet état des stocks précise, les lieux de stockage, les quantités stockées, les contenants, ainsi que le type de produit.

Un extrait de cet état des stocks est repris ci-après. Les plans de localisation ont été fournis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant dispose donc de 5 émulseurs contenant du Fluor :

- Eau et feu SFPM 6/6 C8
- Eau et feu SFPM 6/6 C6
- Eau et feu SFPM 3/3 C8
- Eau et feu SFPM 3/3 C6
- Biohydropol C8

Et d'un émulseur sans fluor

- Foam Master 3F 33

L'exploitant a fourni les Fiche de Données de Sécurité pour les 6 émulseurs.

Les FDS des émulseurs ne détaillent pas la composition des produits en PFAS et ne permettent pas de statuer sur la conformité des installations, et en particulier sur les règles d'interdiction déjà en vigueur, et à venir en juillet 2025.

L'exploitant a fourni un plan d'action détaillé pour chaque stock d'émulseur, en considérant que ces émulseurs ne seraient plus utilisables à compter de juillet 2025 (exception faite des 3500l du bâtiment 405 concernés par l'émulseur SFPM 3/3C6 datant d'après 2016 pour lequel les données fournisseur garantissent une utilisation possible de l'émulseur jusqu'au moins 2029.

Ce plan d'action prévisionnel prévoit donc la substitution de l'ensemble du stock d'émulseur par des produits sans fluor. Considérant les impacts techniques identifiés sur les installations (notamment les installations fixes de lutte contre l'incendie (buses, couronnes, tuyauteries, cuves), des études sont toujours en cours pour définir les solutions qu'il est possible de mettre en œuvre.

Les premiers éléments transmis par l'exploitant prévoient donc :

- des revampings complets des installations (changement des cuves, tuyauteries, buses, couronnes...)
- l'évacuation de l'ensemble des émulseurs en tant que déchets à l'extérieur du site
- la substitution des émulseurs par des émulseurs sans fluor

L'exploitant, sur la base de son REX n'a pas identifié d'incendie ayant nécessité l'utilisation d'émulseurs et ayant généré une pollution des sols.

Les exercices incendie ne sont pas effectués avec utilisation de mousse.

Une zone spécifique ayant servi pour des essais incendies avec utilisation d'émulseur il y a de nombreuses années a été identifiée. Cette zone a été en partie décontaminée à l'occasion des travaux de construction du stockage de GRV « parc 416 ». L'exploitant a transmis les plans détaillant la zone concernée et les parties dépolluées et non dépolluées.

L'exploitant devra transmettre d'ici le 01/07/2025

- la caractérisation détaillée des différents émulseurs présents sur site et contenant du fluor
- la comparaison avec les valeurs suivantes :
 - concentration < 25ppb PFOA, et < 1000ppb pour les composés apparentés
 - concentration < 10000ppb PFOS,
 - < 25ppb pour le PFHxA et ses sels et < 1000 ppb pour les substances apparentées
 - absence de PFCA C9-C14.
- Pour chaque émulseur, l'échéance réglementaire d'interdiction d'utilisation retenue
- l'émulseur de substitution retenu
- le programme de remplacement des émulseurs et de modification des installations
- les bordereaux d'évacuation du premier stock d'émulseur évacué en tant que déchet, ainsi que des effluents souillés en émulseur collectés lors des deux derniers POI
- considérant la composition de l'émulseur SFPM Eau et feu 3/3 C6, l'échéance réglementaire considérée pour sa fin d'utilisation, et le plan d'action prévu pour son remplacement.

L'exploitant devra procéder à des analyses de sols sur la partie non dépolluée de l'ancienne zone « exercice incendie » afin de déterminer les niveaux de pollutions (notamment en PFAS) et définir une éventuelle stratégie de gestion des sols, en cas de pollution concentrée identifiée, conformément aux éléments de doctrine nationale relatif à la gestion des sites et sols pollués. Ces éléments sont attendus sous un an.

Il convient donc de rechercher pour l'ensemble des émulseurs à conserver à minima les composants suivants selon la méthode TOP ASSAY (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer les composés apparentés, et notamment les précurseurs qui se dégradent en PFAS.

Nom	Abréviation	N° CAS
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1
Acide perfluorononanoïque	PFNA (PFCA C9)	375-95-1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA (PFCA C10)	335-76-2
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA (PFCA C11)	2058-94-8
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA (PFCA C12)	307-55-1
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA (PFCA C13)	72629-94-8
Acide perfluorotétradécanoïque	PFTDA (PFCA C14)	376-06-7
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1
Acide perfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3

Acide perfluoroundécane sulfonique	PFunDS	749786-16-1
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTrDS	791563-89-8
6:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	6:2 FTAB	34455-29-3
1H,1H,2H,2H-perfluorooctane sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2
1H,1H,2H,2H-perfluorodecane sulfonate	8:2 FTS	39108-34-4
1H,1H,2H,2H-perfluorohexane sulfonate	4:2 FTS	757124-72-4
Perfluorooctane sulfonamide	PFOSA	754-91-6
N-Methyl perfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8
N-Methyl-N-(2-hydroxyethyl) perfluorooctanesulfonamide	MeFOSE	24448-09-7
N-(3-(Diméthylamino)propyl)-3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-tridecafluoro-octane-1-sulfonamide	6:2 FTSaAM	34455-22-6

Un point sera réalisé au second semestre sur la base des éléments recueillis (caractérisation détaillée) afin de statuer sur le respect des interdictions d'utilisation de certaines substances, et d'évaluer la conformité des installations avec la réglementation applicable (considérant en particulier l'échéance d'interdiction pour le PFOA et le PFCA en C9-C14 au 04/07/2025).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une demande de justificatif complémentaire :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
7	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
8	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
9	Accès des travailleurs à l'information	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une parfaite connaissance de son stock d'émulseur, du type de produit ainsi que des interdictions en cours, et à venir concernant l'utilisation d'émulseurs contenant des certains PFAS réglementés. Il avait déjà entamé la démarche de substitution des émulseurs en faisant le choix de considérer que l'ensemble des émulseurs à l'exception des 3500L du bâtiment 409 devaient être remplacés avant le 4/07/2025. Considérant les impacts sur la compatibilité des installations, des études détaillées ont été lancées pour déterminer les travaux nécessaires sur les installations (notamment les installations fixes de lutte contre l'incendie). Un plan d'action détaillé, associé à un échéancier sera transmis dès la fin des études. Ce plan d'action prendra en compte les résultats de la caractérisation des émulseurs.

Le sujet de l'évacuation des émulseurs non conformes et mis au rebut est également pris en compte. Les émulseurs à éliminer le seront via des filières adaptées après un stockage temporaire conformément à la réglementation applicable.

L'ensemble des émulseurs de substitution seront totalement sans fluor.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 : 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. Article 4 : 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: [...] b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : Parmi les 6 émulseurs toujours utilisés sur le site (voir préambule), 5 sont susceptibles de contenir du Fluor. A ce jour, l'inspection ne dispose de la composition détaillée que pour l'émulseur SFPM Eau et feu 3/3 C6. Il contient moins de 25ppb de fluor, et serait donc conforme par rapport à la valeur limite fixée à 10000ppb pour les PFOS déclenchant l'interdiction d'utilisation. Pour les autres émulseurs, la caractérisation détaillée n'étant pas disponible, un positionnement n'est pas possible à ce jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier avant juillet 2025 de la caractérisation détaillée de l'ensemble de ses émulseurs, des échéances réglementaires applicables vis à vis du PFOS et de son plan d'action en cas de remplacement nécessaire. (Voir paragraphe « Demandes générales »)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Interdiction du PFHxS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 : 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites,

<p>sous réserve de l'article 4.</p> <p>Article 4 :</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>[...]</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Parmi les 6 émulseurs toujours utilisés sur le site (voir préambule), 5 sont susceptibles de contenir du Fluor. A ce jour, l'inspection ne dispose de la composition détaillée que pour l'émulseur SFPM Eau et feu 3/3 C6. Il contient moins de 25ppb de fluor, et serait donc conforme par rapport à la valeur limite fixée à 100ppb pour les PFHxS déclenchant l'interdiction d'utilisation.</p> <p>Pour les autres émulseurs, la caractérisation détaillée n'étant pas disponible, un positionnement n'est pas possible à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier avant juillet 2025 de la caractérisation détaillée de l'ensemble de ses émulseurs, des échéances réglementaires applicables vis-à-vis du PFHxS et de son plan d'action en cas de remplacement nécessaire.</p> <p>(Voir paragraphe « Demandes générales »)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 :</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>Article 4 :</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>[...]</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme</p>

de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Parmi les 6 émulseurs toujours utilisés sur le site (voir préambule), 5 sont susceptibles de contenir du Fluor. A ce jour, l'inspection ne dispose de la composition détaillée que pour l'émulseur SFPM Eau et feu 3/3 C6. Il contient moins de 25ppb de fluor, et serait donc conforme par rapport à la valeur limite fixée à 25ppb pour les PFOA déclenchant l'interdiction d'utilisation.

Pour les autres émulseurs, la caractérisation détaillée n'étant pas disponible, un positionnement n'est pas possible à ce jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier avant juillet 2025 de la caractérisation détaillée de l'ensemble de ses émulseurs, des échéances réglementaires applicables vis-à-vis du PFOA et de son plan d'action en cas de remplacement nécessaire.

(Voir paragraphe « Demandes générales »)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de

l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats :

L'absence de caractérisation détaillée ne permet pas de statuer sur cette prescription. En fonction des résultats des caractérisations des différents émulseurs, et en fonction du plan d'action prévu, l'exploitant réalisera cette notification avant la fin de l'année 2025.

Toutefois, préalablement à la visite, l'exploitant avait transmis à l'Inspection un tableau récapitulatif de l'intégralité des stocks d'émulseurs, et leur lieu de stockage. La transmission de ce document permet donc à l'administration d'avoir connaissance des stocks de produits susceptibles de contenir plus de 50kg de PFOA. Ce document est donc de nature à répondre, temporairement, aux attentes de l'administration.

En fonction des résultats des analyses. L'exploitant devra réaliser la notification prévue. Un modèle de trame, ainsi que les coordonnées de la personne à notifier sont transmis à l'exploitant par l'inspection des installations classées, en accompagnement du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; - les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.

Constats :

Parmi les 6 émulseurs toujours utilisés sur le site (voir préambule), 5 sont susceptibles de contenir

<p>du Fluor. A ce jour, l'inspection ne dispose de la composition détaillée que pour l'émulseur SFPM Eau et feu 3/3 C6 qui ne fait pas apparaître de PFCA C9-C14.</p> <p>Pour les autres émulseurs, la caractérisation détaillée n'étant pas disponible, un positionnement n'est pas possible à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier avant juillet 2025 de la caractérisation détaillée de l'ensemble de ses émulseurs, des échéances réglementaires applicables vis-à-vis du PFCA et de son plan d'action en cas de remplacement nécessaire.</p> <p>(Voir paragraphe « Demandes générales »)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>Parmi les 6 émulseurs toujours utilisés sur le site (voir préambule), 5 sont susceptibles de contenir du Fluor. A ce jour, l'inspection ne dispose de la composition détaillée que pour l'émulseur SFPM Eau et feu 3/3 C6. Il contient moins de 25ppb de fluor, et serait donc conforme par rapport à la valeur limite fixée à 25ppb pour les PFHxA déclenchant l'interdiction d'utilisation.</p> <p>Pour les autres émulseurs, la caractérisation détaillée n'étant pas disponible, un positionnement n'est pas possible à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier avant juillet 2025 de la caractérisation détaillée de l'ensemble de ses émulseurs, des échéances réglementaires applicables vis-à-vis du PFHxA et de son plan d'action en cas de remplacement nécessaire.</p> <p>(Voir paragraphe « Demandes générales »)</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des FDS des produits présents. Ces fiches sont disponibles numériquement et au format papier. Elles sont à la disposition de tous les salariés sur le réseau interne, et en particulier à disposition des pompiers et du personnel assurant la gestion de crise.</p> <p>L'exploitant les avait toutes transmises préalablement à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/du mélange et de la société/ l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation;

16) autres informations.
Constats : Les FDS contiennent les rubriques prévues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Accès des travailleurs à l'information

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Accès des travailleurs aux informations
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant dispose des FDS des produits présents. Ces fiches sont disponibles numériquement et au format papier. Elles sont à la disposition de tous les salariés sur le réseau interne, et en particulier à disposition des pompiers et du personnel assurant la gestion de crise.
Type de suites proposées : Sans suite